L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

N°20 - Vendredi 26 mai 1989 - ISSN 0995-0583 - Prix 5F

SOMMAIRE

2
Une Europe de progrès social

3
Chouette, des idées !

4
Lycées techniques attractifs

5
Etre PS et CGT

7
1, 2, 3 juin : les élus à Paris

8
Le dessin politique

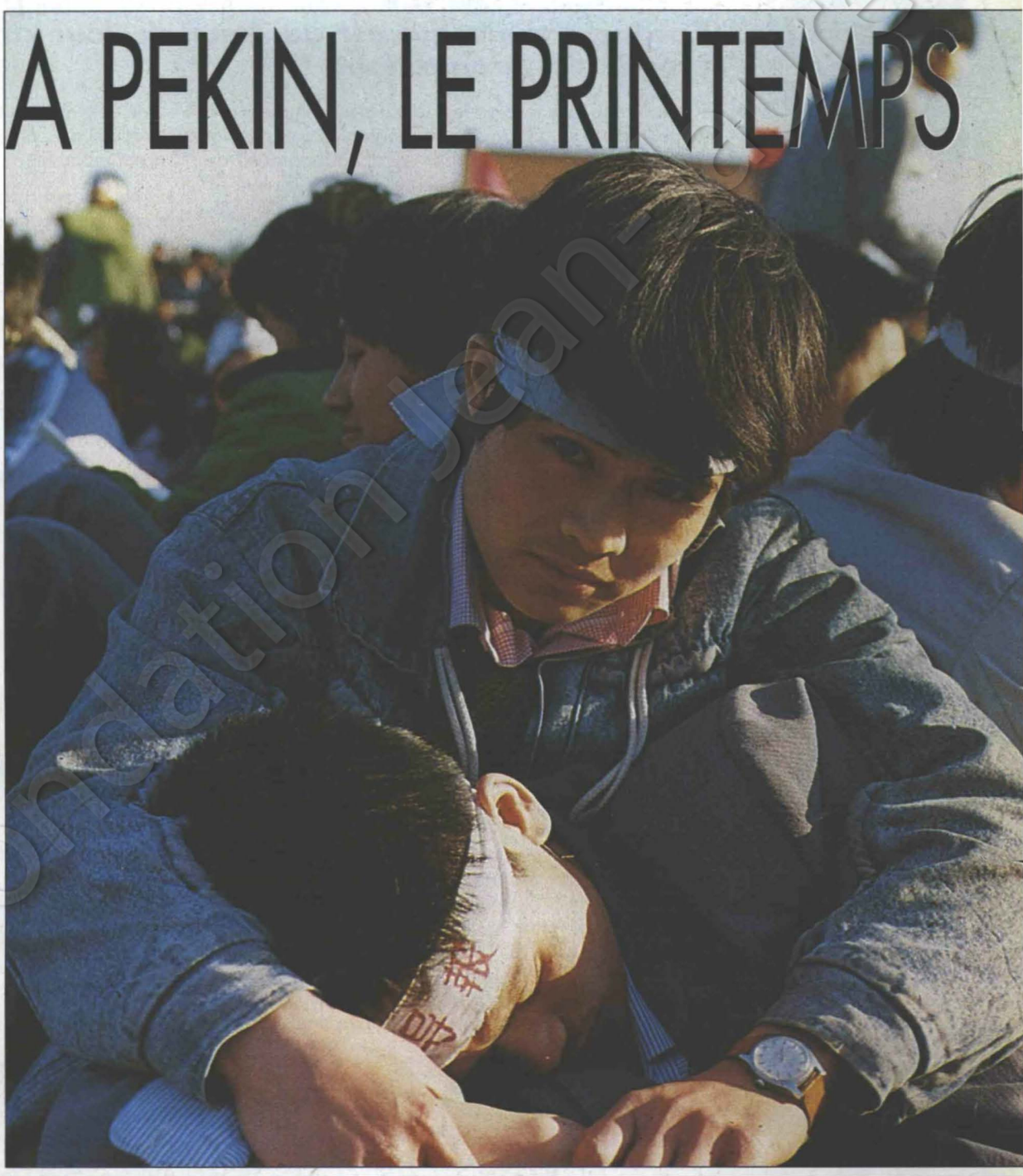
12



Foot et fric

15
Clermont-Ferrand

A PEKIN, LE PRINTEMPS



La crise profonde qui secoue la Chine ne peut rester sans effet sur l'avenir de ce continent comme sur l'évolution du système communiste. La force de l'immense insurrection populaire de la place Tien Anmen démontre qu'un régime ne peut durer sans respecter la dignité et la liberté de l'individu (lire pages 10 et 11).

Fondation Jean-Jaurès

18 JUIN



Pour une Europe du progrès social

Le week-end dernier, les socialistes ont précisé le contenu de l'Europe sociale qui est au cœur de leur campagne. Ils ont aussi formulé des propositions.

La campagne électorale des socialistes commence à prendre sa vitesse de croisière. Le véritable coup d'envoi a été donné par la prestation "europédagogique" de Laurent Fabius à "L'Heure de vérité". Ensuite, la tête de liste s'est lancée dans une série de déplacements en province et à l'étranger, qui sera complétée par des meetings à partir du 26 mai.

Au cœur de la campagne des socialistes : l'Europe du progrès social. Le week-end dernier, à la conférence européenne des travailleurs, organisée à l'initiative du secteur Entreprises du PS, et à la réunion des amis de Jean Poperen à la Sorbonne, ce thème a été abondamment traité. D'autant plus qu'il constitue une des différences majeures avec les listes de droite. "On ne peut pas être conservateur dans son pays et progressiste eu Europe. Si on veut une Europe de progrès social, ce sont les socialistes et les socio-démocrates qui peuvent le mieux construire cette Europe-là", explique Laurent Fabius. Jean Poperen renchérit : "Le choix n'est pas entre Europe ou pas d'Europe. Il est : quelle Europe ? Social-démocrate ou thatchérienne ?" Selon Michel Charzat, secrétaire national du PS aux Entreprises : "le moment est venu de faire contrepoids à l'expansion spontanée de l'Europe financière et marchande." Pour cela, "l'Europe sociale doit se traduire par davantage d'emplois, de solidarité et de droits", explique Pierre Mauroy. "Réussir l'Acte unique constitue le moyen privilégié de réduire le chômage... Le rapport Cecchini conclut à une création de 5 millions d'emplois pour l'ensemble de la Communauté. Un nombre d'emplois trois fois supérieur à celui que l'on peut attendre d'une simple intégration sans stratégie commune."



Une charte

En matière de solidarité, afin d'harmoniser une politique d'aide au développement, Pierre Mauroy encourage la fondation d'une institution chargée de penser, au plan européen, l'aménagement du territoire.

Enfin l'Europe doit contribuer à développer les droits sociaux. "Nous devons défendre l'idée d'un alignement par le haut... Cette volonté doit être affirmée solennellement par tous et je souhaite que cela puisse avoir lieu dès cette année avec la proclamation de la charte des droits fondamentaux. Cette charte ne saurait en rester au stade des intentions. Elle doit s'inscrire dans le calendrier de travail du Conseil des ministres...", affirme le Premier secrétaire du PS.

Michel Rocard a assuré que la France ferait le maximum pour faire aboutir ce projet lorsqu'elle exercera la présidence de la Communauté au cours du prochain semestre. Il pense qu'un autre objectif doit être poursuivi : "favoriser le développement du dialogue au plan européen." Cela passe par de véritables négociations entre les partenaires sociaux, débouchant sur des accords collectifs européens. Si l'initiative appartient aux organisations patronales et syndicales, "les pouvoirs publics peuvent cependant favoriser une telle évolution, notamment en clarifiant le cadre juridique dans lequel les partenaires sociaux pourraient, s'ils le souhaitaient, engager des négociations et conclure des accords."

Enfin, Michel Rocard désire que l'Europe crée les conditions d'une synergie entre progrès économique et progrès social. S'il confirme que le marché intérieur est porteur de création d'emplois à terme, il envisage des risques de perte d'emplois dans une première phase d'accroissement de la concurrence et d'intensification des restructurations. Afin de limiter les effets négatifs de cette période transitoire, la France proposera la fondation d'un observatoire européen de l'emploi.

Laurent Fabius n'hésite pas à élargir le débat : "il faut envisager non seulement ce que les travailleurs européens ont à attendre de l'Europe, mais dire aussi ce que les travailleurs du monde et notamment ceux de l'Est et des pays en développement attendent d'une Europe démocratique et sociale... N'est-ce pas l'approche socialiste et social-démocrate - démocratie politique, Etat social, économie mixte -, qui constitue la véritable alternative au collectivisme bureaucratique agonisant ? Une Europe occidentale redevenue un acteur historique à part entière, incarnant un modèle de société distinct de celui des Etats-Unis et du Japon serait capable d'exercer une attraction énorme sur les travailleurs des pays de l'Est comme sur ceux des pays en voie de développement." Preuve que les enjeux du scrutin du 18 juin dépassent largement le cadre de l'Europe.

Jean-Pierre Bedeï

Formation vidéo

Deux cassettes viennent de paraître :
- "Le Parti socialiste héritier de l'avenir". Présentation du socialisme, de ses origines au PS. Vidéo-reportage particulièrement destiné aux nouveaux adhérents.
- "Quelle Europe ?". Par des historiens, des élus et des responsables.

S'adresser au secrétariat national à la Formation du PS. 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Chaque cassette : 250 F.

Aider le PS

Une souscription est ouverte pour soutenir la liste socialiste aux élections européennes. Adressez vos dons à H. Emmanuelli, 10, rue de Solferino - 75007 Paris

Vendredi
10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.78.48
Télex : 200 174 -Télécopie : 47.05.15.78

Directeur de la publication : Bernard Roman
Assistante : Caroline Nio

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligmann

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Secrétariat : Taoufik Khatib

Service Photo : Pascal Lebrun
Dessins : Jacques Bellenger

Administration :
Directeur : Jacques Goubin
Sylvie Foulon - Annick Jacquet

Publicité : Régie - Médias - Paris

Maquette : Studio Topage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Chopin - Massy

N° Commission Paritaire : 70.894

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : Couv. AFP-C.Henriette; p.10 : SIPA-PRESS-P.Laski; p.11 : AFP-C.Henriette; p.12 : SIPA-PRESS-Didelot; p.13 : SIPA-PRESS-Hitt-Gadoffre.

Ce numéro a été tiré à 269.000 exemplaires

RENCONTRES ET OUVRAGES

Chouette !... Des idées...

Le débat est lancé et il intéresse. Colloques, réunions, revues, livres éclosent au mois de mai. Preuve que, les débats de la campagne européenne aidant, les socialistes souhaitent s'exprimer et réfléchir ensemble.

Pour transformer la société, les idées se bousculent et les colloques se succèdent. Début mai, c'était à l'invitation de Jean-Christophe Cambadelis et du Cercle d'études contemporaines que socialistes et sympathisants se retrouvaient pour faire des propositions de réformes de la société ou du parti. Programme ambitieux : des mesures en faveur des plus humbles à la nécessité de casser la logique trop rigide des courants. Intervenants : des premiers secrétaires comme Bernard Roman, Jean-Marie Le Guen ou Patrick Sève ; Henri Fizbin ou d'autres communistes critiques.

L'ambition social-démocrate

Deux semaines plus tard, l'amphithéâtre de la Sorbonne était plein pour la réunion organisée par Jean Poperen et ses amis. Laurent Fabius a parlé de l'Europe et Michel Rocard a défini l'identité socialiste d'aujourd'hui autour de la solidarité, des droits de l'homme et de l'environnement. Une des interventions les plus remarquées a été celle de Jean-Marc Ayrault, député-maire de Nantes qui s'est demandé si les socialistes ont été assez attentifs aux évolutions sociales et culturelles de ces dernières années. Pour lui, les reformes relèvent de l'action du parti, du gouvernement et des municipalités. Sur le problème du juste partage des fruits de la croissance, il déclarait : "nous ne pouvons pas nous permettre n'importe quoi mais nous pouvons commencer à corriger les effets de la crise en matière de rémunérations en nous attaquant prioritairement aux bas salaires et aux moyens salaires". Quant à Jean Poperen, il s'est prononcé pour "l'ambition social-démocrate" qui, dans ce monde en crise, constitue cette quête des nouveaux équilibres".

Les idées viennent aussi par écrit

Un livre qui s'ouvre sur une citation de "Vendredi" ne peut nous laisser indifférents ; surtout si ces paroles sont signées François Mitterrand. Surtout si le propos est de répondre en quelques adresses au gouvernement au nom du militantisme socialiste et antiraciste.

Après tout, si le pouvoir parle beaucoup et s'adresse toujours à nous, il est rare, même très rare, d'entendre les réponses. A moins qu'elles ne choisissent la rue pour s'exprimer. Julien Dray, député socialiste, fondateur du mouvement SOS-Racisme, s'adresse successivement au Premier ministre et aux responsables les plus importants du gouvernement Rocard.

Que leur dit-il sur un ton d'ailleurs amical ? D'abord ses impressions et ses émotions d'homme de gauche mais aussi ses doutes et ses déceptions devant des décisions qu'il ne comprend pas toujours. Allant plus loin, et c'est là que l'ouvrage prend son caractère, il se met à faire des propositions sur l'éducation, la lutte contre la délinquance, les nationalisations... Et ses idées constituent une belle contribution à nos réflexions (Lettre ouverte d'un député de base à ceux qui nous gouvernent, Flammarion).

Réflexion contributive, également, le très fouillé "projet politique pour dépasser la crise" qui s'enorgueillit d'un avant-propos présidentiel. Son auteur ou plutôt ses auteurs : les membres du cercle Denis-Diderot, polytechniciens mobilisés contre la crise. Au centre des solutions évoquées pour refuser la fatalité de la crise et du chômage "un nouveau plan" qui constituerait un nouvel espace de démocratie, un degré supérieur d'organisation démocratique de la société. (Un Projet politique pour dépasser la crise, RPP 17, av. Gourgaud 75017 Paris).

La "Nouvelle Revue Socialiste" renaît quand les idées montrent leur nez. De fait, la dernière livraison reprend les interventions du premier colloque idéologique organisé par Gérard Collomb et ouvert par Pierre Mauroy.

Jeudi 25 mai, le 2e de ces colloques réunit experts et politiques sur les "nouvelles solidarités". Une autre livraison de la NRS suivra (les commandes doivent être adressées à NRS 10, rue de Solferino 75007 Paris). A noter, aussi, l'invitation lancée par Olivier Stirn et "Dialogue 2000" pour réfléchir sur les nouveaux pouvoirs et le citoyen. En clôture, Michel Rocard. Le lieu...toujours la Sorbonne.

Lyne Cohen-Solal

EDITORIAL

Oui au débat

Reflets d'actualité...François Périgot à "Sept sur sept" la semaine dernière : "la politique européenne doit se traduire par une diminution des charges des entreprises et par un rétrécissement de notre système de protection sociale trop élevé, trop coûteux, trop dissuasif de l'initiative privée."

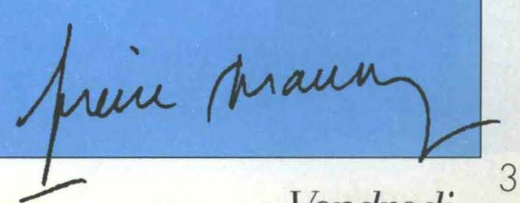
Aux Etats-Unis, les ligues de vertu s'acharnent contre le droit à la liberté des naissances, contre l'avortement et de façon générale, contre le droit de chacun à vivre dans la liberté les grands choix de son existence.

Cette semaine, la presse fait état d'un étonnant rapport du FMI qui, sortant du cadre habituel de ses préoccupations, commente la situation économique française : salaires trop élevés, taux d'épargne insuffisant, protection sociale trop poussée.

Trois exemples de discours idéologiques que je glane ces jours derniers au hasard de l'actualité. Trois discours de droite. Trois discours régressifs.

Parallèlement on veut nous démontrer que le discours idéologique est passé de mode. La modernité appellerait à un consensus plat. Je laisse à chacun la faculté de réfléchir à ce paradoxe. En tout cas, le Parti socialiste prolongera sa réflexion idéologique. Il le fait cette semaine encore en tenant de nouvelles assises sur le socialisme de l'an 2000.

Et si le débat idéologique était la condition pour assurer la rénovation des structures et de la politique, comme tentent de l'exprimer en ce moment les étudiants à Pékin ?





LES LYCEES PROFESSIONNELS

Pour revaloriser l'enseignement technique

Ecolo-pub

Waechter ne sera pas invité à "l'Heure de Vérité" parce qu'à l'audimat il ne pèse pas assez. Les écolos ne plairaient-ils pas aux annonceurs alors qu'ils plaisent aux électeurs ? Dommage, vraiment. Pour une fois, on aurait pu découvrir ce qu'ils ont dans la tête quand ils sortent de leur secteur favori. Jamais personne n'a eu la curiosité de les interroger sur le SMIC ou le Code pénal. Non ! Tous les médias restent d'une discrétion très respectueuse. Au-delà de l'exigence démocratique - faire entendre chaque tête de liste - la réponse de F-H de Virieu à "Libération" la semaine dernière apporte un renfort de poids - involontaire - à ceux qui demandent de libérer la télé publique de la pub.

Morosité des élèves, inadaptation des locaux et des réglements, l'état des lycées techniques et professionnels n'est pas satisfaisant. De ce constat, Jean-Pierre Luppi (1), député de l'Isère, chargé de mission par Michel Rocard, tire une série de propositions dont certaines seront mises en pratique dès la rentrée prochaîne.

"43% des jeunes de lycée professionnel ne se sentent pas bien dans leur établissement". Près de 60% des élèves de ces lycées déplorent "la tristesse, la vétusté, l'exiguïté des locaux." Le rapport de Jean-Pierre Luppi s'ouvre sur ces constatations pessimistes.

L'objectif fondamental de 80% d'une classe d'âge au niveau bac ne peut être atteint que par la croissance de ces filières méconnues et l'amélioration de leurs débouchés avec, notamment, la multiplication des baccalauréats professionnels. Les élèves souffrent-ils d'une image dévalorisée ? Le rapporteur suggère de mettre fin à leur isolement en réunissant dans les mêmes locaux les lycées d'enseignement général, technique et professionnel et en assouplissant les procédures de passage entre chacune des trois filières.

Pari possible si toutes devenaient également attractives. Attractives? Cela suppose que l'enseignement technique et professionnel ne soit plus le point de chute des élèves en difficulté au collège. "Il faut donner une réelle liberté de choix aux élèves (...), promouvoir une orientation continue dans les lycées, ne jamais considérer l'élève de LP ou de LT comme définitivement orienté, mais lui permettre de changer éventuellement de formation". Attractifs, les lycées techniques ne le deviendront qu'avec de locaux accueillants, adaptés et spacieux



◀ *Pour des lycées techniques attractifs*

En outre, en 1989, il est temps de favoriser l'accueil des jeunes filles dans les sections industrielles traditionnellement masculines comme la mécanique car "l'introduction massive de l'électronique et de la robotique rendra complètement désuète toute discrimination entre les sexes".

Quant au contenu de l'enseignement, le député de l'Isère le voudrait plus ambitieux, offrant une plus large part à la culture et à la formation de l'esprit critique. Il propose dans les lycées professionnels, une initiation à la philosophie fondée sur le volontariat, pour les élèves et les enseignants.

Autre impératif, pour des jeunes qui ont souvent eu des difficultés, Jean-Pierre Luppi préconise un "enseignement partiellement individualisé". Dans ce but, un contingent d'heures pourrait être alloué aux établissements. Dans la même perspective, les maîtres d'internat et les surveillants d'externat d'une part, les conseillers d'éducation et conseillers principaux d'éducation d'autre part, -dont la formation et le recrutement seraient revus- joueraient un rôle éducatif plus important, particulièrement en ce qui concerne l'aide au travail personnel des élèves.

Des élèves citoyens

Adultes dans la vie civile -ils sont de plus en plus souvent majeurs- les élèves ont un statut d'enfant à l'intérieur du lycée : bulletins envoyés directement aux parents, absences signalées, colles... Sans parler de l'internat -beaucoup plus fréquent que dans l'enseignement général- où l'extinction des feux, l'interdiction de sortir et la surveillance continuelle sont encore monnaie courante. "La construction et l'aménagement de logements, à l'extérieur de l'établissement, amélioreraient les conditions de vie et de travail des internes et favoriseraient la scolarisation comme l'accès aux responsabilités".

Citoyens à part entière, les élèves doivent également l'être dans le fonctionnement de leur établissement. A la place du réglement intérieur, dépassé, Jean-Pierre Luppi préconise une "charte des droits et obligations", librement consentie. Quant aux délégués de classe, leur rôle doit être élargi.

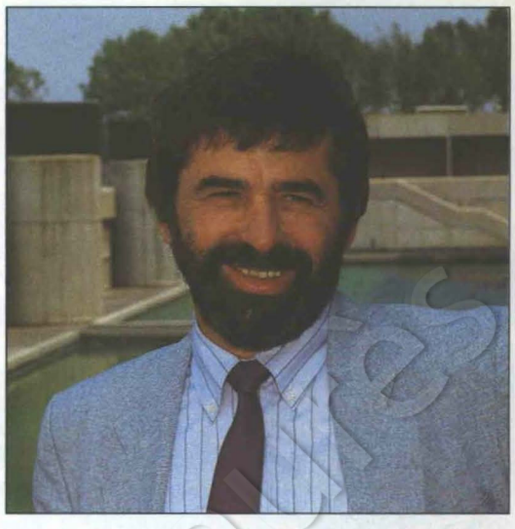
Message reçu par Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique. Plusieurs mesures -l'amélioration des locaux, le développement de la culture générale et des activités artistiques, la formation des surveillants et des conseillers d'éducation- sont déjà mises à l'étude.

Les propositions de Jean-Pierre Luppi concernant les délégués de classe feront l'objet d'une circulaire dès la rentrée ; les réglements intérieurs se métamorphoseront en "charte des droits et obligations". D'autant plus facilement que ces suggestions rejoignent l'un des points du projet de loi d'orientation de Lionel Jospin qui prévoit le "droit à l'information et à l'expression" des lycéens et la fondation d'un "conseil des délégués d'élèves".

Anne Clément

(1) Assisté de deux inspecteurs généraux, Jean-Marc Favret et André Hussenet.

André Deluchat : j'y suis, j'y reste



André Deluchat est membre du comité directeur du Parti socialiste. Il est aussi secrétaire de la CGT et seul socialiste à son bureau confédéral. "Vendredi" l'interroge.

Vendredi. Etre socialiste et cégétiste, est-ce plus difficile aujourd'hui qu'hier ?

André Deluchat. Mon engagement politique est le prolongement de mon engagement syndical. Pour moi, le syndicaliste doit être celui qui trace le chemin, qui ouvre la voie au politique. Ils ont deux fonctions différentes. Je regrette qu'aujourd'hui on soit obligé en tant que syndicaliste de prendre position pour un candidat de gauche quand il y a des élections, notamment présidentielles. Pour moi, cela devrait couler de source.

Aujourd'hui, il semble qu'il y ait plus qu'un malaise. Au 42e congrès, les socialistes avaient 10 représentants sur 124 à la commission exécutive et 2 sur 18 au bureau confédéral. A la fin de ce 43e congrès, combien serez-vous ?

De tout temps, la coexistence a été difficile au sein de la CGT entre communistes et socialistes. C'était plus facile quand il y avait le programme commun de gouvernement. Après la rupture, ça s'est traduit différemment, bien que le 40e congrès, avec Georges Séguy, à Grenoble, ait été un congrès d'ouverture.



Notre position n'est pas déterminée en fonction de ce que sont les travailleurs, les syndiqués de la CGT, ou sa diversité. On est bien d'accord qu'il faut agir, créer un rapport de forces : personne ne détient la vérité, on en débat, on en discute. C'est ça qui me guide, moi. Au delà de nos sensibilités politiques, nous devons nous y retrouver. Mais quand on a un positionnement comme le nôtre par rapport à la liste communiste aux élections européennes, les tensions sont trop fortes. Parce que ce n'est plus un débat syndical, c'est un débat politique.

Devons-nous continuer et rester ou sauter du bateau ? La CGT n'est pas le patrimoine des seuls communistes, c'est aussi celui de tous ceux qui l'ont faite, avec toutes leurs sensibilités, et aujourd'hui cela n'appartient à personne. Ni plus ni moins aux communistes qu'aux socialistes.

A partir de là, nous disons : nous y serons, nous y agirons à notre façon, selon l'opportunité qui se présentera. Nous ne resterons pas inactifs.

Ce qui signifie concrètement ?

1. Tous les adhérents qui nous suivent, socialistes mais d'autres aussi, n'iront pas ailleurs dans l'état actuel du paysage syndical. Donc, nous restons à la CGT.
2. Nous prenons nos responsabilités dans les syndicats, et les prendrons de plus en plus.
3. Nous restons dans les responsabilités qui sont les nôtres, des responsabilités accrues.
4. Pour le bureau confédéral, puisqu'il nous reste une place sur seize, je me maintiens.

C'est sur cette base que je resterai au bureau confédéral. A moins que la direction qui en élit les membres (c'est à dire les secrétaires généraux des fédérations et des unions départementales) refusent que j'y sois. Ce qui n'est plus de ma responsabilité. Cette responsabilité-là, c'est eux qui la prendront.

Je me maintiens. J'y suis, j'y reste. Si, vendredi, je ne suis plus au bureau confédéral, soyons clairs, c'est qu'on m'aura viré. C'est un acte politique qui aurait des conséquences inévitables. Mais, sincèrement, je crois qu'ils ne se le permettront pas, même si ça leur fait mal. Pour ce 43e congrès, nous voyons une volonté politique délibérée d'une partie des communistes - que j'assimilerai à un clan - de fermer de plus en plus la CGT. Ils disent "soyons clairs politiquement, soyons aux ordres d'un parti, tant pis s'il n'y a plus personne derrière nous". A partir de là, on a condamné. Nous nous sommes battus. Nous avions plus d'une dizaine de candidats qui étaient des militants valables, des militants syndicaux, qui auraient pu être élus. On les a récusés. J'en prends acte. Je dis simplement que c'était une manœuvre de la direction de la CGT qui souhaitait que nous partions de nous-mêmes.

Nous refusons de tomber dans ce piège. Et si on nous donne un ou deux sièges de plus, on la boucle ? Non. Ce n'est pas une question de marchand de tapis. L'idée, c'est de rester, avec peut-être moins de forces, mais des forces qui seront multipliées par rapport à ce qui va se passer à la base.

Notre présence en haut sera la conséquence de ce qu'on va faire en bas, dans les entreprises. Nous ne serons, nous, que l'expression de notre capacité à agir dans les entreprises, à créer le débat, avec une démarche différente, offensive, porteuse d'avenir pour le syndicalisme. On va agir, prendre des dispositions pour ça. Que cela plaise ou que cela ne plaise pas.

On a présenté le troisième mandat d'Henri Krasucki comme une défaite des éléments les plus durs du syndicat. Cela vous semble-t-il de bon augure ?

Peu importe le secrétaire général. Quel qu'il soit, je dirai : "pour faire quoi ?". Pour l'instant, j'attends des actes. Ce sont eux qui comptent, les discours sont trop faciles. Or, je m'aperçois que beaucoup de bons militants ont été mis sur la touche pour des raisons politiques. C'est inacceptable.

On parle de démocratie à la base, mais il faut en tirer toutes les conséquences. Quand on fait tout pour l'étouffer parce qu'elle commence à aller à l'encontre de ce qu'on souhaitait, on exclut ou on suspend. C'est le cas des syndicats de la santé, notamment de Pontoise et de Grenoble. C'est le cas pour l'élection aux conseils d'administration des

...suite page 7

PARIS
VALLÉE DE MONTMORENCY
Un nouveau raccourci direct.



Le RER, toujours plus vite, toujours plus loin.

Seulement 25 minutes pour aller directement de Montigny-Beauchamp au Palais des Congrès : oui c'est possible, avec le RER. Dès dimanche 28 mai 1989, la ligne C du RER va plus vite et plus loin. Les gares de Montigny-Beauchamp, Franconville-Le Plessis-Bouchard et Cernay seront desservies à toute heure de la journée. Les branches nord-ouest du RER C atteindront désormais Brétigny-sur-Orge.
Avec les trains "bleu, blanc, rouge" à deux étages, le RER va toujours plus vite, toujours plus loin.

RER C SNCF

UNIVAS

...suite de la page 5

entreprises nationales Où des militants élus ont parfois été écartés.

C'est de la politique, ce n'est pas du syndicalisme et je le condamnerai de plus en plus. Je ne les laisserai pas tranquilles tant que de tels procédés seront employés. Ce sera ma démarche : une position d'attente active.

Qu'attendez-vous ? Vous avez parlé tout à l'heure d'une démarche différente, porteuse d'avenir pour le syndicalisme.

La base, c'est l'unité : la rechercher est une volonté politique. L'unité doit être la boussole qui guide les syndicalistes. Deux, la démocratie : on ne peut accepter que ce soient les appareils syndicaux qui décident à la place des syndiqués. Ils doivent impulser, non décider. Trois, l'indépendance : nous sommes un syndicat, nous traçons la voie. Nous avons des valeurs qui sont celles de la gauche. Notre choix est clair : notre famille politique, c'est la gauche et notre chemin est syndical. En France, serons-nous capables de dépasser aujourd'hui notre petite chapelle syndicale ?

propos recueillis par
Monique Grima

Réforme du code pénal

Le Sénat a achevé l'examen du premier des quatre livres réformant l'actuel Code pénal.
Le débat n'a pas déchaîné les passions, mais il a bien eu lieu. Le texte adopté par la majorité sénatoriale (RPR-UDF) diffère sensiblement du projet initial, en retrait sur les principales innovations. Les sénateurs socialistes (ainsi que les communistes) se sont abstenus. Tout au long de la discussion, ils ont signifié leur désaccord sur plusieurs points importants du projet Badinter. Voici les modifications essentielles qui lui ont été apportées.

- Le principe de la responsabilité pénale des personnes morales a été retenu. Toutefois, le Sénat, unanime en a exclu contre l'avis du gouvernement les partis politiques, les syndicats, les institutions représentatives du personnel et les associations à but non lucratif.
- La notion "d'instigateur" a été adoptée, les sénateurs ont souhaité toutefois, que cette qualification ne s'applique pas quand l'infraction instiguée n'a pas été suivie d'effet, ce qui revient, en fait, à vider le projet de son contenu.
- Enfin, le Sénat -contre l'avis du gouvernement- s'est montré favorable aux très courtes peines de prison (inférieures à six jours), ne jugeant pas nécessaire la motivation par le juge prévue pour les peines inférieures à quatre mois.

L'Assemblée nationale -et particulièrement la commission des lois présidée par Michel Sapin- devrait examiner le texte ainsi modifié à partir du 8 juin prochain : "Nous allons", explique Philippe Marchand, député PS de Charente Maritime et rapporteur du Livre I, "procéder à un travail en profondeur avec le maximum d'auditions. J'espère qu'il sera possible d'engager la discussion en commission avant le 8 juillet et de la poursuivre en séance au cours de la session extraordinaire prévue pour la deuxième quinzaine de septembre."

Ghislaine Toutain

LA VILLE AU QUOTIDIEN

L'Europe, riche de 70 régions et de 70.000 communes, se retrouve à Paris, pour la première rencontre organisée par la Fédération nationale des élus socialistes et républicains.

Pendant deux jours et demi, maires, adjoints, conseillers, animateurs des collectivités territoriales vont débattre des principaux thèmes intéressant la "ville au quotidien". Qu'il s'agisse de l'insertion, de la culture et de l'argent, de l'environnement, de la commmunication, sept forums ainsi que de nombreux ateliers permettront d'aborder ces questions. Bien entendu, ces débats seront aussi ouverts aux citoyens venus en visiteurs.

Des villes comme Anvers, Barcelone, Charleroi, Florence, Naples, Rotterdam, Sarrebruck seront présentes à côté de leurs "jumelles" françaises, donnant ainsi tout son sens à la notion de coopération européenne. De même que les entreprises qui sont les partenaires des collectivités tiendront leur stand, le Conseil national des villes (avec Banlieue 89) et la Mission du bicentenaire, seront présents. Tandis qu'un circuit vidéo présentera les images et réalisations des villes, des écrans géants permettront de suivre les interventions des ministres venus exposer les différents points touchant à leur secteur et s'inscrivant dans le cadre d'une construction européenne.

La République sera aussi commémorée et fêtée à l'occasion du banquet du bicentenaire, mais le samedi 3 juin sera entièrement consacré à l'Europe.

Dans la matinée s'instaurera une réflexion sur le thème "Quelle identité pour l'Europe ?", et l'après-midi, Laurent Fabius, tête de liste des socialistes français, sera présent en compagnie des leaders socialistes et socio-démocrates européens.

Lors de son message aux élus, le 20 mars 1988, François Mitterrand déclarait : "en jumelant vos villes, en échangeant vos idées, vos projets, vos travaux avec nos voisins de la Communauté, vous bâtissez l'Europe du concret, l'Europe au quotidien". Les trois jours de la porte de Versailles entrent bien dans ce cadre et les lecteurs de "Vendredi" y sont cordialement invités.

1, 2 et 3 Juin 1989, de 9h à 19h Parc des expositions de la Porte de Versailles à Paris!



JEUDI 10 H/12 H	JEUDI 15 H/18 H	JEUDI 15 H 30/18 H
FINANCEMENTS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	LES FUTURS DE L'ÉDUCATION	LES DROITS DE L'HOMME
JEUDI 16 H/18 H	**JEUDI 16 H/18 H**	**VENDREDI 15 H/17 H**
CULTURE ET ARGENT	LES NOUVELLES RESPONSABILITÉS DES MAIRES	LES MAIRES ET LE PROJET URBAIN
VENDREDI 15 H/18 H	**VENDREDI 16 H 30/18 H 30**	**SAMEDI 9 H 30/11 H 30**
L'ENVIRONNEMENT	LE SERVICE PUBLIC DE L'AUDIOVISUEL	L'EUROPE EN 1993

Samedi 3 juin à 14 h 30 grand rassemblement des socialistes européens avec Pierre Mauroy et Laurent Fabius

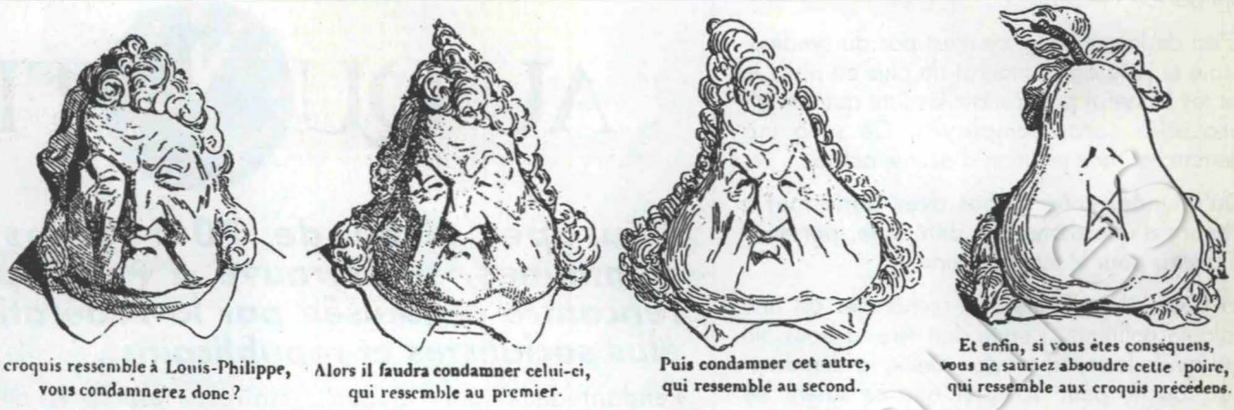
DOSSIER

A PROPOS DU FESTIVAL D'EPINAL :

Epinal, du 25 mai au 13 juin

Après avoir accueilli de 1968 à 1988 le "Festival de la caricature politique", Epinal s'ouvre en 1989 au festival "Images de la caricature", avec 80 journalistes-dessinateurs et toute une série d'expositions.

- Une grande expo : "L'Esprit de 89". Les dix meilleurs dessins des caricaturistes de la presse française et européenne. En tout, près de 800 dessins (dont quelques-uns parus dans "Vendredi"), qui traiteront de l'actualité de l'année écoulée.
- Une exposition consacrée à l'histoire du "Canard enchaîné".
- Une expositon Reiser.
- Un hommage à Jacques Faizant.
- Un hommage à Wolinski.
- Une importante exposition de caricatures du XVIIIe siècle et de la Révolution française. Avec un temps fort : le week-end des 27 et 28 mai avec la venue des dessinateurs à Epinal et la remise des prix.



Ce croquis ressemble à Louis-Philippe, vous condamnerez donc ?

Alors il faudra condamner celui-ci, qui ressemble au premier.

Puis condamner cet autre, qui ressemble au second.

Et enfin, si vous êtes conséquens, vous ne sauriez absoudre cette poire, qui ressemble aux croquis précédens.

(Charles Philipon, "Le Charivari", 17 janvier 1834 ▲

Imaginons, un matin, une revue de presse à la radio. Imaginons que ce triste matin-là, tous les journaux aient traité à la une le même événement avec le même titre (sauf "L'Humanité"), avec la même photo (sauf "L'Huma") et le même commentaire (sauf...). Que reste-t-il au malheureux journaliste chargé de garder ses auditeurs à l'écoute ? Il ne lui reste qu'à raconter les dessins politiques de la une de ces journaux : aucun d'entre eux, sur le même sujet, ne sera semblable aux autres. Et voilà réveillé l'intérêt des auditeurs vers la presse écrite. A condition qu'il y ait effectivement des dessins à la une des journaux.

Depuis la disparition du "Matin" et malgré quelques efforts du "Figaro", de "La Croix" et du "Monde", on ne peut pas dire que la place du dessin de presse quotidien se soit élargie. En province, la fréquente situation de monopole régional des journaux ne les pousse pas à exprimer des opinions qui pourraient déranger, comme le fait un dessin politique. Naturellement, il y a des exceptions : "Sud-Ouest", "Le Républicain Lorrain" notamment. Quant aux hebdomadaires, qui sont, on le sait, très nombreux en France par rapport aux quotidiens, le dessin n'y est pas tout à fait le même : il n'est plus un commentaire à chaud de l'actualité, immédiatement publié et aussitôt périmé.

Quelle est la situation du dessin face aux journaux télévisés ? Devenus médias principaux de l'information politique, c'est à partir d'eux que les dessinateurs fonctionnent, sous peine de marginalisation. Les images-choc, les grands événements retransmis, les déclarations et débats, ainsi que les réactions de personnalités autorisées, constituent à la fois le cadre et la matière première du dessinateur : le dessin réussi sera un raccourci, une mise en perspective ou un rapprochement inattendu mais devenu après coup évident.

Quoique inspiré souvent par la télé, le dessin politique n'est pas souvent "à" la télé. Elle montre parfois des dessins publiés dans la presse écrite, mais craint d'en prendre la responsabilité.

La suppression brutale de l'émission de Michel Polac sur TF 1 à cause de dessins de Wiaz et de Plantu est encore dans toutes les mémoires pour nous rappeler l'étroitesse des limites assignées aux dessinateurs !



Le dessin politique apparaît à un moment et en un lieu bien précis : au XVIe siècle, dans l'Allemagne secouée par l'explosion de la Réforme. Les pamphlets de Luther et des réformateurs sont répandus massivement par l'imprimerie : ils sont agrémentés de dessins satiriques où les moines, évêques, cardinaux et surtout les papes sont caricaturés en loups, chiens, cochons, serpents, ânes et démons hideux. Ainsi l'efficacité des polémiques est étendue bien au-delà du cercle de ceux qui savent lire. L'Eglise romaine, férocement malmenée, n'est pas longue à répondre avec les mêmes armes. Il faudra attendre longtemps pour retrouver des dessins aussi vigoureux que ceux du XVIe siècle : lorsque viendront d'autres bouleversements...



La véritable presse, celle qui est publiée à intervalles réguliers, ne naîtra que plus d'un siècle après l'invention de l'imprimerie. Dans ses débuts, elle sera incapable d'être le support du dessin politique. La liberté de la presse n'existe pas ; il n'est guère question de commentaire, encore moins de critique. Autre limitation de nature technique : la réalisation d'une gravure sur bois ou sur cuivre est plus longue et plus délicate que celle d'un texte typographique. C'est donc seulement hors de la presse périodique que l'on va continuer à trouver des dessins satiriques, politiques ou religieux. Mais les pouvoirs veillent et les imprimeurs et diffuseurs des libelles, placards et écrits mal-pensants sont fréquemment poursuivis et punis.

1789. Avec l'Ancien Régime disparaît le système de censure ; une multitude de brochures, libelles et journaux apparaissent et vont influencer l'opinion. Les caricaturistes qui ne pouvaient s'en prendre qu'aux travers des classes privilégiées vont se lancer dans la dénonciation politique et accompagner le processus révolutionnaire. Ces dessins sont surtout des estampes indépendantes. Mais quelques-uns commencent à apparaître dans des journaux. Il y aura bientôt aussi des dessins contre-révolutionnaires ; les plus frappants sont souvent l'œuvre des caricaturistes anglais. Ces derniers prolongent leur satire impitoyable de la politique française pendant tout le règne de Napoléon. En France, après trois ans seulement, la liberté de la presse est suspendue le 10 août 1792, puis supprimée par Bonaparte, et ne sera durablement rétablie que 89 ans plus tard.

LE DESSIN POLITIQUE



Après la chute de Napoléon, la presse essayera de récupérer sa liberté. Une nouvelle technique de reproduction des illustrations, la lithographie, permet au dessin politique d'être pleinement présent dans les journaux, car l'artiste dessine directement sur la pierre, sans la longue et délicate intervention d'un graveur spécialisé. Ainsi, n'importe quel journal, même quotidien, peut commenter par le dessin la toute dernière actualité politique, si le pouvoir le laisse faire...

La presse retrouvera un peu d'air sous Louis-Philippe. "La Caricature" est fondée par Charles Philipon, puis, en 1832, "Le Charivari", avec pour sous-titre : "Journal publiant chaque jour un nouveau dessin". Avec sa brillante équipe de dessinateurs, "Le Charivari" soumet le roi, sa famille et ses ministres à un pilonnage continu. Parmi beaucoup d'autres dessins fameux, les variations sur le thème de la tête de Louis-Philippe en forme de poire sont restées dans toutes les mémoires. Le régime ne supportera pas cette satire d'inspiration républicaine et les procès, les saisies et les amendes pleuvront sur Philipon. Mais de grands dessinateurs comme Daumier auront été lancés.

Après le bref printemps républicain de 1848, le dessin politique d'opposition disparaîtra de nouveau pour de longues années sous Napoléon III, et même pendant la première décennie de la IIIe République, pendant les années de "l'ordre moral".



Mais les succès républicains aux élections législatives ouvrent enfin une ère de liberté de la presse. La loi du 29 juillet 1881 supprime toute mesure préventive, tout délit d'opinion, et n'applique plus aux délits de presse que le droit commun. Il s'ensuivra la multiplication des journaux de toutes tendances politiques et des prises de position de leurs caricaturistes sur tous les sujets. Les grandes affaires : le boulangisme, le scandale de Panama et surtout l'affaire Dreyfus en seront le pain bénit.

Jacques Bellenger





Le peintre en bâtiment
(Dessin ©: SENNEP.)

(Sennep, "Candide", 5 juillet 1937) ▲

Pour se procurer le catalogue du festival "Images de la caricature", à Epinal du 25 mai au13 juin, le demander à :
"Un bon dessin vaut mieux qu'un long discours"
CCP 23 175 94 E Paris, BP 192 75160 Paris cedex 04
40 F + frais de port 15,40 F.

Mais à Paris, en 1989

Rien, aujourd'hui, n'interdit d'exposer des dessins sur la voie publique. Pourtant, à Paris, un impressionnant arsenal de prétextes l'empêche. Ailleurs, il suffit de demander l'autorisation au maire qui l'accorde. Dans la capitale, un jeu de passe-boules très efficace entre le maire et la préfecture de police le rend impossible.

Jean-François Batellier, qui signe des dessins dans "Vendredi", est en butte à l'entêtement de l'administration. Interpellations incessantes, amendes et même passage à tabac dans un commissariat... Batellier en appelle à la solidarité de tous ceux qui défendent la liberté d'expression et au ministre de l'Intérieur. On peut lui écrire au journal, une pétition est ouverte. Il y a encore des libertés à défendre.

Nous demandons à M. le ministre de l'Intérieur d'examiner avec une grande bienveillance les possibilités de légalisation des animations culturelles sur la voie publique.



Collection Jean-Laurent



CHINE : LA FIN D'UNE EPOQUE

L'heure du mouvement démocratique

Depuis un mois s'enfle la vague de protestation et de revendication déclenchée à la mort de Hu Yaobang, l'ex-secrétaire général du Parti communiste. La détermination de la jeunesse étudiante, l'importance du malaise social, la division interne du pouvoir et ses extraordinaires revirements ont provoqué une crise sans précédent.



▲ *Des troupes désemparées au milieu de la marée humaine*

Ce mouvement s'est répandu comme une traînée de poudre. Parti des campus pékinois, il finit par rassembler, le dimanche 21 mai, plusieurs millions de personnes sur le pavé de Pékin. D'autres très grandes manifestations ont eu lieu, notamment à Shanghaï. Dans la plupart des villes chinoises, des mouvements ont été signalés. L'imposante couverture de l'information à Pékin, en raison de la visite de M. Gorbatchev en Chine, la semaine dernière, ne doit pas faire oublier que nous sommes beaucoup moins informés de ce qui se passe. La manifestation de Hong Kong (1 million de personnes, aux slogans énergiques contre la loi martiale et les dirigeants qui l'ont promulguée) est la plus importante de l'histoire de cette métropole industrieuse, où la population n'a pas de tradition d'expression politique massive.

Les dirigeants divisés

Entièrement divisés sur la conduite à tenir face à un mouvement que certains exècrent, tandis que d'autres le comprennent mieux, les dirigeants communistes chinois ont reconnu pour la première fois, sans périphrases ni détours, la nécessité de la démocratie et des droits de l'homme. Ils ont ouvert des conversations avec les représentants du mouvement, tout en se refusant encore à légitimer la liberté d'association. Cela seul, et la diffusion de ces images à toute la nation, constituent une rupture avec une ère où le Parti communiste ne reconnaissait que ses propres mouvements de masse.

Puis, est venu le temps du durcissement, avec la promulgation de la loi martiale à Pékin. Cet épisode restera sans doute comme un symbole de l'actuelle faiblesse politique du Parti communiste : indéfiniment répétées par la télévision, les menaces du Premier ministre Li Peng, associées au silence complet du régime sur le plan politique, ont été perçues par la population comme un défi. La solidarité s'était engagée, entraînant l'expression des revendications d'autres catégories de la population. En un sursaut qui restera sûrement dans l'histoire, la population de Pékin s'est mise en travers des convois militaires venus prendre possession de la capitale. Il y fallait une détermination immense, car le souvenir est encore proche des interventions de l'armée pendant la Révolution culturelle.

A cet instant, la légitimité du régime politique a commencé à vaciller. Une partie des dirigeants militaires (et notamment sept généraux de l'Armée populaire de Libération) ont refusé explicitement d'entrer dans Pékin, tandis que les premiers régiments se décomposaient. Le 38e régiment, unité d'élite chargée de la sécurité de la capitale, a fraternisé. D'autres troupes, mal préparées à une confrontation aussi tragique, se trouvent désemparées au milieu de la marée humaine, sans ravitaillement ni moyen de faire demi-tour.

Insurrection non, révolution oui

Ces événements extraordinaires (1) ne peuvent rester sans effet sur l'avenir de la Chine. Le courage et la non-violence de la population sont plus révolutionnaires qu'insurrectionnels. Le système politique est mis en cause, mais à aucun moment les manifestants n'ont tenté de prendre d'assaut les sièges symboliques d'un pouvoir millénaire, qui étaient à leur portée.

L'union entre étudiants, employés et ouvriers autour de l'aspiration démocratique s'impose comme une évidence. Le décalage entre une réforme économique qui a

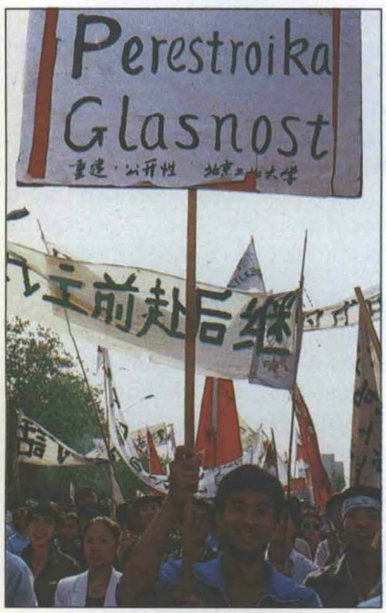
Du Havre à Bucarest

Au Havre, (rare) mairie PC de plus de 100.000 habitants, le groupe PS (minoritaire), a fait voter par l'ensemble du conseil municipal le parrainage d'un village roumain.
"Les communistes n'ont pas accédé à notre demande sans renâcler", remarque Yves Bertrand, "mais cela prouve que, même minoritaires, l'on peut agir si la pression est suffisamment forte." Opération "Villages roumains", Tél : 43 57 70 70

servi de modèle à d'autres pays communistes, une économie dynamique mais déséquilibrée et inégalitaire, et un système politique demeuré verrouillé, ont provoqué cette situation explosive. L'importance névralgique des grands moyens d'information modernes s'est également révélée. Les journalistes de l'appareil de presse chinois se sont révoltés. Le peuple pékinois (90% des foyers ont la télévision) pouvait observer la paralysie politique et médiatique soudaine du gouvernement. L'écoute des radios de l'extérieur assurait la diffusion instantanée des informations.

Réuni apparemment pour une extraordinaire mise en cause de sa politique, et d'abord de la loi martiale, le comité central du Parti communiste chinois est confronté à l'urgence d'une réforme politique qu'il a d'abord légitimée, puis retardée. La très difficile succession de Deng Xiaoping, patriarche de l'ouverture et de la modernisation, en sera sans doute accélérée.

François Godement



1) On ne peut manquer de se souvenir que lors de l'insurrection de Budapest, le 23 octobre 1956, plusieurs régiments hongrois refusèrent de marcher contre la population.
Ils furent alors décimés par les troupes d'occupation soviétiques aux quelles Imre Nage avait fait appel pour rétablir l'ordre.

◀ *L'évidence de l'aspiration démocratique*

1789 - 1989

Des nouveaux-nés au nouveau citoyen

Il y a deux cents ans, le passage le plus dangereux dans une vie se situait au moment de la venue au monde. Des comportements séculaires étaient la cause d'une importante mortalité infantile.



Le poids des traditions pèse sur la naissance. L'accouchement demeure une affaire de femmes. Lorsque la femme en couches entre en "travail d'enfant", l'époux sort de chez lui alors que parentes et voisines accourent. La première arrivée est "l'accoucheuse", "la matrone, "la sage-femme" qui jouit de la confiance des autres, parce qu'un jour, elle a su "bien s'y prendre" pour mettre au monde un enfant que l'on croyait perdu. Son savoir, fait d'expériences et de "petits secrets" ne résiste pas aux complications. Une femme sur dix meurt à l'accouchement.
Au risque de maladies mentales, le nouveau-né considéré comme "inachevé" subit le "remodelage" de son crâne par la matrone. Après avoir été emmailloté comme une momie, il est porté le jour même à l'église pour être baptisé. Il reçoit son identité : prénom (obligatoirement un nom de saint), nom, celui du père qui le rend légitime.
L'hygiène est presque inconnue. Les mères pensent que la saleté joue un rôle protecteur. L'urine passe pour avoir des vertus bienfaisantes pour les fesses du nourisson. C'est pourquoi elles se contentent de laisser sécher les couches mouillées. Autre archaïsme: les enfants restent continuellement dans le lit de leur mère les premiers mois, ce qui provoque de nombreux étouffements.
Vers 1780, les voix "d'hommes éclairés" s'élèvent contre l'ensemble de ces pratiques qui entraînent la "mort des innocents". La population, dit-on "se trouve compromise à sa source et l'Etat menacé dans ses fondements : moins de soldats, de contribuables, de travailleurs. "Tous ces malheurs étant mis au compte de "matrones ignares" et de parents insensibles au destin de leur progéniture.

Le modèle "à la Jean-Jacques"

"L'Emile" de Jean-Jacques Rousseau, propose un autre modèle dit "à la Jean-Jacques". Liberté de mouvement du corps par la suppression des langes et des maillots qui garrottent l'enfant, bain quotidien matinal, le plus souvent à l'eau froide. Toutes pratiques mises à la mode dans les milieux de l'aristocratie et de la bourgeoisie mais qui ne pénétrent que très lentement dans les milieux populaires.
Il se dégage une nouvelle conception de la relation parents-enfants. Longtemps considéré comme un "adulte en réduction", le nouveau-né est désormais perçu comme un être fragile qu'il s'agit de préserver et qu'il faut épanouir.
La Révolution reprend ce discours à son compte. De nombreuses communautés manifestent dans les cahiers de doléances leur désir de pouvoir disposer d'une "sage-femme" formée. Mais c'est sans doute à partir de 1792, au moment où éclate la guerre, que le mouvement prend toute son ampleur. A travers l'enfant qui vient de naître et qui est l'avenir de la République, c'est l'homme nouveau que l'on prétend façonner.
La création de l'état-civil, l'apparition de la prénomination révolutionnaire, alors que s'effondrent les structures d'une Eglise autrefois attentive à l'enfance, manifestent cette émergence d'un nouveau citoyen. En protégeant mieux l'enfant dès la naissance, on prépare un monde meilleur, le bonheur du peuple.

. Georges Ferré

Un témoin : Jean-Pierre Balligand, député PS de l'Aisne, était à Pékin il y a trois jours. Il a vu. Il raconte.

Comment un mouvement étudiant de 25.000 personnes se transforme-t-il en une immense foule d'un milion d'individus ?

• Le pouvoir politique apparaît incapable de dégager une ligne d'action cohérente. La bataille des clans à l'intérieur du Parti communiste fait rage : tendance Li Peng, traditonaliste, contre tendance Zhao, plus moderniste, et au milieu, Deng Xiaoping. C'est si vrai qu'aucune force de police n'a encadré la place Tien Anmen jusqu'au décret de la loi martiale. Comme si les étudiants français occupaient le devant de l'Assemblée nationale sans aucune présence policière.
• En raison du refus de toute négociation, le mouvement étudiant attaque les leaders de la vie politique eux-mêmes. Le calicot suivant était des plus explicites : "il faut que les vieux descendent pour que les nouveaux montent", (citation de Deng Xiaoping), et en dessous, "il faut que Xiaoping donne l'exemple." La venue de Mikhaël Gorbatchev a permis de lancer une grande opération médiatique et une grande opération politique de jonction avec les salariés de la fonction publique et les ouvriers.
• Enfin, troisième paramètre, probabalement le plus porteur de conflits à terme, les contradictions du système économique, plus libéral que communiste. Selon le ministre du Plan, que nous avons rencontré, 60% de l'économie sont régis par les règles du marché alors qu'il y a dix ans, 90% de l'économie étaient étatisés. Ce bouleversement s'accompagne de distorsions de revenus extraordinaires : un professeur d'université ou un lieutenant gagnent environ 90 yuans alors qu'un marchand ambulant, qu'un paysan de la région de Shangaï en gagne 700. La menace d'explosion sociale est d'autant plus grande qu'aucun système de péréquation par l'impôt n'existe aujourd'hui.

Qui, mieux que Mikhaël Gorbatchev, pouvait résumer la situation : "sans réforme de la structure politique, la réforme économique ne pourra poursuivre sa course" ?



FRANCE, TON FOOT FOUT LE CAMP

De plus en plus de sous, de moins en moins de buts

Bernard Tapie et Michel Hidalgo ont gagné leur pari. L'Olympique de Marseille est champion de France. Peut-être réussira-t-il le doublé coupe-championnat. Mais le club phocéen règne sur un sport en pleine crise.

Un sport populaire ?

1,1 million de licenciés, 23.000 clubs, le football est de loin le sport le plus populaire. La médiocrité des résultats du foot professionnel et la crise de sa direction s'accompagnent d'une diminution sensible de la fréquentation des stades.
100.000 spectateurs de moins en milieu de saison, soit une baisse de 5% par rapport à l'année précédente. La moyenne des spectateurs n'avait déjà été que de 11.000 : une misère comparée aux 38.000 du championnat italien.

Le football français vient de connaître l'une de ses plus calamiteuses saisons : les bleus éliminés de la Coupe du monde, Monaco sorti de la Coupe d'Europe par les modestes Turcs de Galatasaray. La succession des affaires et des polémiques n'a rien arrangé : de déclarations fracassantes en invectives et en embrassades, les dirigeants du football ont perdu toute crédibilité. "Dans la situation actuelle, nous ne savons plus qui commande", s'exclame René Charrier, vice-président de l'Union nationale des footballeurs professionnels.

Pourri par le fric

L'intervention de l'Etat par le biais du secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux sports, Roger Bambuck, a été saluée par la presse spécialisée. "Un milieu devenu malsain. Pourri par le fric. C'est bien simple, tout le monde ne pense qu'à ça", affirme l'ancien international Jean Vincent. Certes, le football français n'est pas le seul à connaître scandales et difficultés financières : l'Allemagne et l'Italie ne sont pas épargnées. L'évolution vers le football business s'accentue. Mais le public exige qu'on lui en donne pour son argent. "Les matches du dimanche dans un stade plein à craquer, et le théâtre que j'ai aimé avec une passion sans égale, sont les seuls endroits au monde où je me sente vraiment innocent", écrivait Albert Camus. Aujourd'hui, si les stades sont vides, les innocents ont les poches pleines. Salaires et transferts crèvent les plafonds. Pour les joueurs les plus cotés, ils se chiffrent en centaines de millions. Le président de la Ligue, Jean Sadoul, a provoqué l'hilarité en déclarant que seuls 7 ou 8 joueurs touchaient plus de 40.000 F par mois. La loi du silence règne . Le magazine "But", qui a interrogé les joueurs de première division, n'a obtenu qu'une seule réponse. Mais ô combien éloquente : J.-L. Ettori, gardien de but de Monaco, qui a quitté l'équipe de France depuis bientôt dix ans, touche hors prime et avantages en nature 110.000 F mensuels.

Les entrées ne représentent plus qu'une infime partie du financement des clubs. Leurs présidents sont souvent des chefs d'entreprise, attachés à faire briller l'image de leur firme : Bernard Tapie (Marseille), Francis Borelli (PSG), Jean-Luc Lagardère (Matra-Racing), Louis Nicollin (Montpellier), Daniel Hechter (Strasbourg), Marc Braillon (Grenoble), Jean-Louis Aulas (Lyon) pèsent plusieurs dizaines de milliards de chiffres d'affaires. Ces spécialistes de la gestion ne réussissent pourtant pas toujours leur coup. Pour un Bernard Tapie, il y a aussi quelques Lagardère, obligés de raccrocher les crampons. Exemple éclairant de l'envahissement de l'univers marchand : le club dans lequel Lagardère a investi est passé en quelques matches du Racing club de Paris au Matra-Racing, quand ce n'était pas le Matra tout court.

Le foot et la pub

Avant de quitter la scène, Lagardère avait puisé dans le budget pub de Matra plus de 50 MF par an depuis 1984. De plus en plus, les dirigeants recourrent au parrainage. Depuis qu'en 1968, l'inscription sur les maillots a été autorisée, les footballeurs se transforment en hommes-sandwiches. De Paris-Saint-Germain (RTL) à Auxerre (Crédit agricole), en passant par Bordeaux (Opel), aucune équipe n'y échappe. Le maître en la matière est Jean-Claude Darmon, chargé de la publicité de l'équipe de France. Il habille les Bleus de pied en cap, ne laisse rien ignorer de leurs habitudes : cela va de la "Citroën" à la "Vache qui rit", en passant par "Vittel Délices" et "Monsieur de Fursac". La Fédération réserve aux clubs 18% des recettes de cette manne.



◀ *Jean-Pierre Papin, le meilleur buteur français. Mais quel salaire ?*

Coll. Fondation Jean Jaurès

Les municipalités allouent de plus en plus de subventions au football, souvent sans contrôle. Quelques-unes se sont constituées en SEMS (Société d'économie mixte sportive), dont les plus anciennes sont Lille et Mulhouse, rejointes récemment par Cannes, Rennes et Quimper. Mais la majorité des clubs sont sous l'égide de la loi de 1901, des associations à but non lucratif !

Autres bailleurs de fonds, les télévisions. La FFF et la Ligue ont vendu l'exclusivité des retransmissions à "TF 1" et à "Canal +" pour des sommes rondelettes. "TF 1" a interdit les résumés des matches aux autres chaînes. Claude Bez, président des Girondins de Bordeaux, voudrait instaurer un péage pour les journalistes. Il proclame : "je suis maître chez moi, le droit à l'information, connais pas". Son exemple se répand.

Le football français vit au-dessus de ses moyens

La surenchère fait rage. Les grands clubs se battent à coups de millions pour déstabiliser leurs concurrents. "Je n'aime pas les petits clubs, la victoire du nécessiteux me donne des complexes", dit l'inénarrable Claude Bez. Pour les clubs à budget modeste, la roche Tarpéienne est souvent proche du Capitole. "Il aurait mieux valu pour nous



▲ *Jean Fournet-Fayard (FFF), Jean-Claude Darmon et Claude Bez : la surenchère fait rage*

ne pas connaître la Coupe d'Europe. Les commanditaires se tournent naturellement vers les équipes à gros budget, les meilleurs joueurs les suivent. La descente en division 2 est inévitable", analyse Michel Le Millinaire, entraîneur de Laval. Impitoyable lucidité : après s'être accroché des années en milieu de classement, Laval s'achemine vers la relégation.

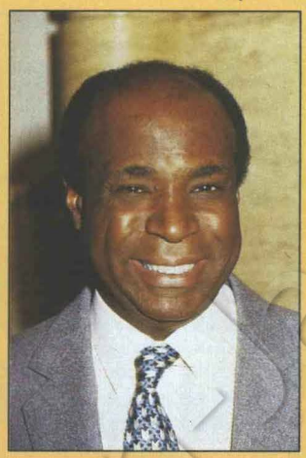
Les grands clubs sont aussi des colosses aux pieds d'argile. A Bordeaux, une mauvaise saison, un manque à gagner pour une Coupe d'Europe que l'on ne disputera pas en 1990, un redressement fiscal de 10 MF, et c'est la chute : vente d'immeubles, réduction de services pour combler un déficit prévisible de 70 MF.

Payés au-dessus de leur valeur, obsédés par les résultats que leur réclament dirigeants et commanditaires, les joueurs français semblent paralysés. Le football français vit au-dessus de ses moyens : il a besoin de transparence et de restructuration. Roger Bambuck en est conscient. Mais il se heurtera à bien des résistances...

Bernard Chaouat

La méthode Bambuck

Vendredi. Pourquoi êtes-vous intervenu dans la crise qui secoue le football français ?



Roger Bambuck. Le football est un sport phare. Tout ce qui l'affecte a des effets sur les autres fédérations sportives. L'image qu'il donne est loin d'être bonne : les résultats ne sont pas à la mesure de l'argent investi. Il faut que les collectivités locales s'assurent du bon usage de leurs subventions. Je mets en avant les valeurs éducatives du sport. Mais comment peuvent-elles être comprises dans des régions où sévit le chômage, quand des joueurs touchent des salaires, injustifiés au regard de leurs prestations, de dix à vingt fois le SMIC ?

Peut-on modifier cette situation, comme le réclame Bernard Tapie, sans changer les structures et les hommes ?

Je dois aider le football à sortir de sa mauvaise passe dans la sérénité. Tapie a le droit de donner son sentiment. Certaines de ses propositions sont judicieuses. Mais le problème est trop complexe pour qu'il suffise de changer les têtes. J'ai donc décidé d'aller au fond des choses et de mettre de l'ordre. J'ai demandé aux présidents de la Fédération et de la Ligue, Fournet-Fayard et Sadoul, de me faire des propositions pour le 11 mai. Il en est résulté un ensemble de mesures, que j'ai décidé d'étudier, d'étoffer ou de mettre en œuvre. Ce sera le rôle de la mission que j'ai confiée au président Sastre. Plus vite certaines seront appliquées, mieux ça vaudra. Le passage à dix-huit clubs en première division devra attendre jusqu'en 90/91, mais la suppression des matches retour de la Coupe peut démarrer dès la saison prochaine. D'autres nécessitent des études approfondies, des concertations. Mais il faut avancer.

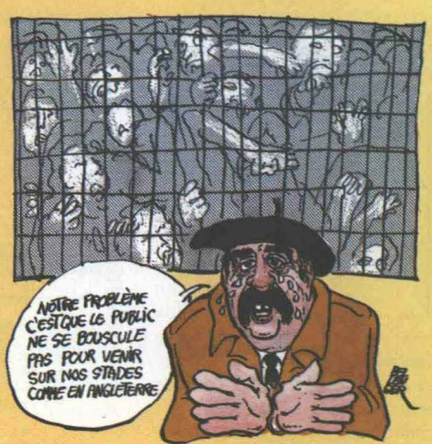
En dehors du football, quels dossiers sont prioritaires ?

Remettre le sport à sa place : il a des incidences sur la vie quotidienne, l'économie. Pour dépasser le vieux débat sport d'élite / sport de masse, il faut donner les moyens à chacun de concevoir son projet sportif. Cela étant, j'ai trois priorités concrètes.

• L'aménagement des rythmes de vie de l'enfant, depuis le transport scolaire en passant par l'école, les clubs, les associations. C'est l'objet de la circulaire que j'ai élaborée avec Lionel Jospin. Je dois signer avec les collectivités locales plus de 300 contrats devant concerner dès la rentrée 1 à 1,5 million d'enfants.

• La lutte contre le dopage : la loi désormais en vigueur établit les règles du jeu clairement. Des affaires comme celles de Delgado ou des joueurs de l'O.M., Di Meco et Germain, seront mieux traitées qu'elles ne l'ont été, faute d'une réglementation suffisamment précise.

• Continuer et amplifier l'effort en faveur de la jeunesse par le biais de l'éducation populaire. Le tissu associatif doit être redynamisé. Dans un premier temps, je porterai les postes FONGEP (Fonds de garantie pour l'éducation populaire permettant de rétribuer des animateurs d'associations comme Léo Lagrange, les MJC...) au nombre d'avant 1987. Il faut redonner vie à l'ancien INEP rebaptisé INJ (Institut national de la jeunesse), lui donner une véritable dimension européenne, accueillir au sein de son conseil d'orientation le personnel et des jeunes de moins de 25 ans. Les obstacles ne viennent pas du gouvernement. Mes principaux ennemis sont la routine et l'inertie.





Chabadabada

Madame Simone est contente ! Depuis un salon du Pré Catelan, au Bois de Boulogne, elle nous a présenté sa liste. La "liste de la France qui bouge" comme elle dit. C'est en partie vrai, parce qu'en 1984, elle avait comme colistiers Robert Hersant et Philippe Malaud, du CNI. Les électeurs tentés par le CDS gagneront-ils cette fois-ci au change avec Jean-Louis Borloo, avocat, manager de l'équipe de foot de Valenciennes et maire au débotté de la même ville ? Et elle nous propose en treizième position Claude Lelouch (sans doute l'itinéraire d'un enfant gâté), précédé de six places par l'auteur de "La Droite année zéro". Tout un programme, en quelque sorte.
Toutefois, pour ceux qui se feraient encore des idées, Madame Simone a déclaré au Club de la presse qu'elle se sentait "plus proche des thèses de Valéry Giscard d'Estaing que de celles de Laurent Fabius", et qu'à Strasbourg, elle "voterait souvent comme V. G.-E."
Comme quoi les "uns et les autres"... **C.-E. G.**



Mozart : les concertos pour cor
Mozart écrivit quatre concertos pour cor pour Ignaz Leutgeb, un marchand de fromage de Salzbourg, excellent instrumentiste. Pour ne pas être très connus, ils n'en sont pas moins d'une très grande beauté comme toutes les œuvres de Mozart pour instruments à vent. Les voici interprétés par un jeune corniste américain : Lowell Greer, qui joue d'un cor naturel, aux sonorités marquées de plus de couleurs et de plus de relief qu'un instrument usuel. Beau programme complété par deux rondos également pour le cor.
Harmonia Mundi, CD, 907012, env. 125 F., 01' 26"

Nonna Mayer, Pascal Perrineau : "Le Front national à découvert"



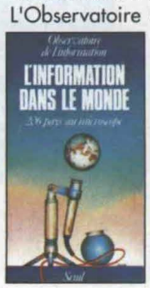
L'introuvable équation Le Pen. Une vingtaine de politologues expliquent la place du Front national et l'importance de son score aux élections présidentielles de l'année dernière. Le charisme du chef ? La crise économique ? La présence des immigrés ? L'alternance droite-gauche ? Il y a des réponses : le FN est le parti des mécontents, le parti de la peur, mais il y a quantité d'autres facteurs qui font bien du Front national l'expression d'un malaise social profond et assurent son avenir aussi longtemps que ce malaise ne sera pas dissipé. Etude des chefs, des idées et des terrains.
Fondation nationale des sciences politiques, 370 p., 200 F.

Germain Galerant : "Médecine de campagne"



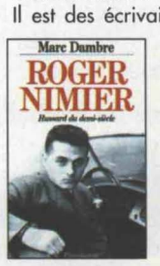
S'il est un domaine où les progrès récents sont allés à pas de géant, c'est bien celui de la médecine. L'histoire de la médecine, c'est l'histoire de la peur. Faisons appel à notre seule mémoire et voyons combien notre propre peur a reculé.
Des charlatans aux médecins, tel pourrait être le sous-titre de cette histoire de la médecine de campagne. Le récit qu'en fait l'auteur, fait frémir : le manque d'hygiène, les coutumes qui présidaient aux accouchements ou aux premières semaines du nouveau-né, l'usage de la saignée, du fer rouge ou de l'abcès de fixation n'avaient qu'une contrepartie : l'incroyable résistance de nos ancêtres à la douleur. Grand reportage dans le temps.
Plon, 274 p., 120 F.

"L'Information dans le monde"



L'Observatoire de l'information publie cet état de l'information dans le monde qui faisait défaut. Fin 1988, dans 206 pays, ont été recensés tous les médias existants (presse écrite, radio, télé, agences). Pour chaque pays, le statut de la presse et des journalistes est décrit. Un développement sur les violations du droit de la presse est présenté ainsi qu'un diagnostic d'ensemble sur l'information et ses conditions d'exercice. Une mine de renseignements, d'une sécheresse statistique éloquente.
Seuil, 644 p., 130 F.

Marc Dambre : "Roger Nimier"



Il est des écrivains que l'on ne connaîtra jamais tout à fait. Ainsi Roger Nimier. Si, en septembre 1962, il ne s'était fracassé sur l'autoroute de l'Ouest, au volant de sa célèbre "Aston-Martin", il n'aurait, aujourd'hui, que 64 ans. Mais dans l'intervalle, nous aurait-il permis d'avoir davantage prise sur lui ? Roger Nimier est devenu une légende qui le caricature. Et c'est lui qui en a tracé les premiers traits. Ainsi, du scandale de 1949 au plus aigü de la guerre froide, lorsqu'il écrivit : "nous ne pensons pas que la guerre soit nécessaire ou fatale... Et comme nous ne la ferons pas avec les épaules de M. Sartre, ni avec les poumons de M. Camus..." Cette attaque de Sartre et de Camus sur leur physique avait alors fait la joie de l'extrême droite. Où est le vrai Nimier : dans la désinvolture ou dans l'invective ?
Flammarion, 698 p., 195 F.

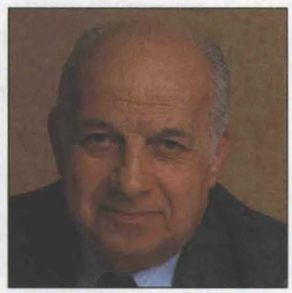
Jean-Jacques Pauvert : "Sade vivant" (t.2)
Sade est prisonnier d'une image conventionnelle. Tout ce qui le concerne est occulté par le substantif qui a été créé à partir de son nom. En fait, il est un personnage complètement exceptionnel et en même temps parfaitement représentatif.



Personne ne connaît mieux Sade que Jean-Jacques Pauvert. Ce 2e tome va de 1777 à 1793 (Sade de 37 à 53 ans). Les années de prison, de révolte et aussi de l'écriture d'une bonne partie de son œuvre. Les années de la Révolution.
Ce que l'on découvre de plus important est que réduire Sade au sadisme serait une imposture et une erreur grave. Sade doit être lu en regard de la notion de liberté. Sous toutes ses formes et sans aucune limitation que ce soit.
Robert Laffont, 638 p., 165F.

BLOC-NOTES

Claude Estier



17 mai
Deux libérations qui ne passent pas inaperçues. Au Portugal, celle d'Otelo de Carvalho, qui fut sans doute le principal artisan de la Révolution des œillets d'avril 1974, et qui était détenu depuis cinq ans pour une sombre histoire de complot auquel il a toujours nié avoir été mêlé. A Prague, c'est le dramaturge Vaclav Havel qui est libéré après avoir effectué la moitié de la peine de huit mois qui lui avait été infligée pour participation à une manifestation interdite par les autorités. Je connais ces deux hommes qui ne se sont jamais rencontrés, et qui ont peu de choses en commun, sinon leur refus de toute forme de dictature. Puisse leur liberté ne plus être mise en question !

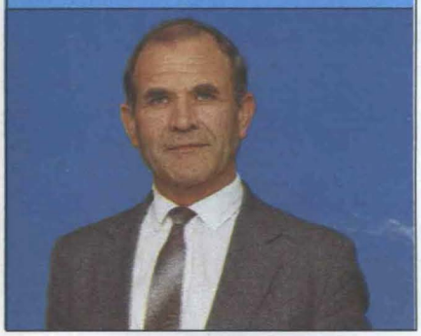
18 mai
Evènement rare, la conférence de presse de François Mitterrand a attiré la grande foule des journalistes français et étrangers. Ils n'en tirent pas des révélations, mais d'utiles précisions et des orientations claires sur les grands thèmes du désarmement, de l'Europe, de l'action de la France dans le monde, notamment au Proche-Orient. L'arbitrage présidentiel sur la réduction des dépenses militaires prévues par la loi de programmation ne plaît ni à Marchais qui y voit "une confirmation de la politique de surarmement", ni à Chirac qui monte aussitôt au créneau pour dénoncer le "laxisme des socialistes" et "la France en pantoufles". Giscard sera plus nuancé. Lors d'un débat avec eux à Europe 1, j'entends d'ailleurs le RPR Jean de Lipkowski et l'UDF Jean François-Poncet approuver les propos du président, le premier allant jusqu'à affirmer qu'il y trouvait une inspiration gaulliste. L'opposition ne sait vraiment plus où elle en est !

20 mai
Un ami polonais, ancien diplomate à Paris et qui, rencontré en octobre dernier, m'avait laissé prévoir des évolutions rapides dans son pays, m'écrit de Varsovie : "Ce qui peut paraître surprenant, voire paradoxal à un observateur extérieur, est en réalité typique chez nous et confirmé par notre expérience historique. Aux moments d'une menace extrême, les Polonais sont particulièrement capables de se rencontrer, d'harmoniser leurs options très individualistes et volontairement différentes. Peut-être sur ce plan-là, nous ne sommes pas tellement différents des Français. Mais combien différentes sont les conditions, entre autres géographiques et -surtout en ce moment- économiques. Si ce dernier facteur n'est pas compris, son ampleur et ses conséquences bien et vite pesées, la construction amorcée avec tant de peine sera menacée."
Le message me paraît clair. Je comprends en tout cas que beaucoup de Polonais attendent de la France qu'elle les aide à consolider ce qui n'est encore qu'un fragile édifice.

21 mai
"Quand la Chine s'éveillera" était le titre d'un livre publié par Alain Peyrefitte il y a une quinzaine d'années. Elle s'éveille, mais pas du tout comme l'avait prévu l'auteur. Ces centaines de milliers de jeunes, étudiants et ouvriers, qui occupent depuis des jours l'immense place Tien Anmen, face à des militaires qui se sentent peut-être plus proches d'eux que du pouvoir, réclament quelque chose de tout à fait inédit dans ce pays : la démocratie. Deng Xiaoping, qui n'a jamais été un tendre, mais qui avait cherché à effacer les ravages de la Révolution culturelle, n'a pas compris que les réformes économiques ne pouvaient s'accomoder du maintien de l'autocratie du Parti communiste. En tout état de cause, il aura raté sa sortie, sans doute pour n'avoir pas voulu, en son temps, écouter Hu Yaobang, dont j'ai déjà dit ici qu'il avait vu plus juste. Il est difficile, à cet instant, de prévoir l'aboutissement de ce mouvement de masse, qui a largement éclipsé la visite historique de Gorbatchev. Mais on ne s'avance guère en disant qu'à Pékin, désormais, rien ne sera plus comme avant.

◆

L'INVITE



Bernard Thareau

député européen sortant
candidat sur la liste PS

Comme d'habitude, trois questions lui sont posées

Cette semaine

1- L'Europe a son hymne et son drapeau, mais il lui manque encore une fête annuelle. A vous d'en proposer la date et le contenu.

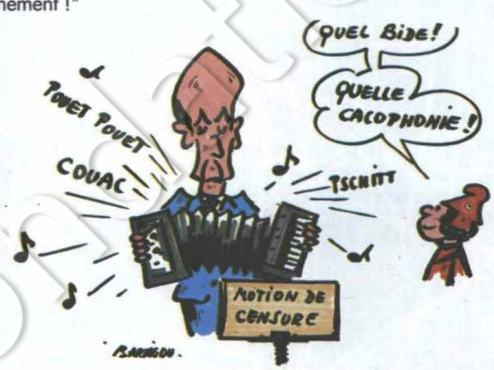
2- A la manière du Sermon sur la montagne, et sous une forme de parabole commentez, depuis la roche de Solutré, la situation au Panama.

3- Dans le cadre du festival de Cannes, une semaine du documentaire écologique est à l'étude. A partir de la situation de votre région, présentez un scénario.

Bernard Thareau a choisi de répondre à la troisième question

Colchiques dans les prés...
Un lieu clos. Des tables en U. Le portrait du président de la République. Brouhaha. Des petits groupes. Des voix s'élèvent. Ce soir, réunion du conseil, le projet est à l'étude.
Ceux du lotissement sont pour : pensez donc, ils n'ont pas acheté leur pavillon pour, le dimanche, les pieds sur la tondeuse, avoir le nez dans le lisier ! Le maire, lui s'y est engagé : aux dernières municipales, il a eu les voix de ceux du lotissement, parce qu'il leur a dit " cette usine de retraitement des lisiers, on va la faire". Comme ça, ceux du bas et ceux du haut ont voté pour sa liste.
21 h. "Bon, on s'y met si on ne veut pas finir à point d'heure ! " Lecture des rapports de la DDE, de la DDA, de l'avis du conseil général. Des chiffres, les nitrates, la nappe phréatique, l'eau, quarante-cinq emplois fixes et puis l'odeur, l'épandage le dimanche que c'en est une honte ! Emile s'en fout, des cochons. Il y en a toujours eu et le lisier, il en faut pour les maïs. C'est des histoires à la mode et il vaudrait mieux faire la salle polyvalente, si on veut que les jeunes restent !
Pierre, responsable CCJA, agriculteur donc : " le problème passe aussi par la limitation des ateliers porcins. Il faut s'attaquer aux causes : rien ne sert de mettre des milliards dans le marché au cadran, pour soutenir les cours, et d'en remettre pour sauver l'environnement !"
François se marre, militant de la Confédération paysanne, ça fait dix ans qu'il dit ça. "Dis, Pierre, on va bientôt faire une intersyndicale, si ça continue, mais n'oublie pas aussi : pollueur-payeur. Les gros ateliers doivent financer, il faut instaurer une taxe !"
Déjà 22 h 30. "Bon, le président du conseil général est d'accord pour que notre canton soit retenu, mais il faut fixer notre contribution."
Un petit cochon passe...
Prochaine séance, mercredi en quinze.

Rubrique animée par Françoise Lorrain



Vendredi

Bulletin d'abonnement
à renvoyer à
Vendredi - 10, rue de Solferino
75007 Paris

Nom .....Prénom .....
Adresse : N°.....Bat/Esc :.....
Rue : .....
Commune.....
Code Postal |_|_|_|_|_|_| Bureau distributeur.....

Ci-joint paiement par : ❑ Chèque bancaire (à l'ordre de Vendredi) ❑ Mandat poste (à l'ordre de Vendredi)
❑ CCP n°15-221-55 X ❑ Carte de crédit..... n° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_|

|___| abonnements à 200F =..... |___| abonnements de souetien à 500F =..... Soit au total :.....F

Clermont-Ferrand roule en tête



La capitale de l'Auvergne bouge et entend bien le faire savoir. Clermont-Ferrand veut faire évoluer son image autour de projets d'envergure.



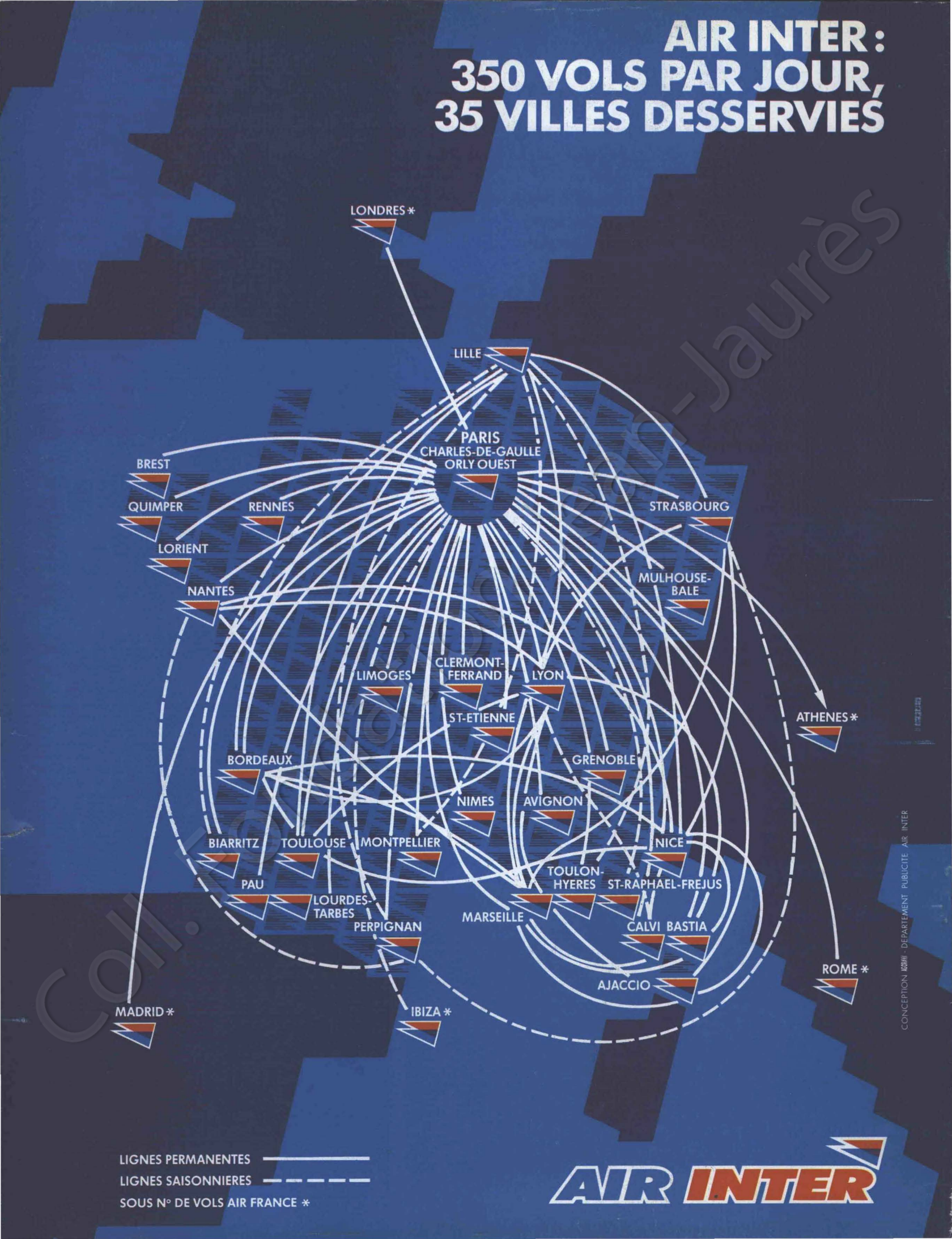
Le 16 janvier 1987, je réunissais une cinquantaine de personnalités et leur proposais de m'aider à faire connaître la cité. C'était le coup d'envoi des "ouvreurs". Ce club des "ouvreurs" est composé d'industriels, universitaires, commerçants, sportifs, médecins, venus de tous horizons politiques, clairement dissociés de la mairie. Un point les rassemble : ils aiment leur ville et sont prêts à travailler ensemble pour la faire bouger et le faire savoir.
Le rôle de ce club est triple.
1. Faire l'inventaire de ce qui existe. Clermont-Ferrand possède de nombreux atouts, dans les domaines de l'environnement, de la qualité de la vie, de l'économie, de l'université, du tourisme.
2. Etre la caisse de résonance des événements importants et des actions menées par les Clermontois : festival du court métrage, coupe Davis etc.
3. Innover, créer des événements. Pas question dans cet esprit de créer un salon du fromage. Mais oui au prix Blaise Pascal, cher à l'écrivain Jean Anglade. Oui aux bourses d'études de Clermont-Ferrand. Oui encore à cette proposition de Georges Grouine de soutenir le raid-marathon "Objectif Sud Clermont-Ferrand-Freetown" (Sierra Leone).

Image forte

Forte d'une tradition de l'automobile et de la route (manufacture Michelin, circuit de Charade actuellement en cours de rénovation afin d'être à nouveau homologué aux normes "F1"), Clermont-Ferrand se trouve aujourd'hui au centre des grands axes de communication de l'Europe des années 90. La ville sponsorise Thierry Charbonnier, champion d'Europe et champion du monde 1988 d'enduro en 350cc/4 temps, et Adrien Morillas, as mondial du superbike. De même, la proposition d'accueillir le convoi de poids lourds du raid-marathon "Objectif Sud, Clermont-Ferrand-Freetown" a suscité l'enthousiasme. Clermont-Ferrand sera, durant la dernière semaine de septembre, la capitale européenne de l'automobile et de la route, à l'occasion de la première semaine des arts techniques et des cultures de l'automobile et de la route SATCAR). Chercheurs, scientifiques, industriels, artistes, sportifs de toute l'Europe, vont être les acteurs de ce grand forum éclaté sur une ville entière. Avec la SATCAR, c'est la capitale du Massif central qui se mobilise pour monter au créneau et réussir à faire de l'agglomération clermontoise d'ici à 10 ans la capitale européenne de la culture routière.
Clermont-Ferrand, berceau du pneumatique et grand carrefour autoroutier de l'Europe du XXIe siècle, se doit de prendre place dans un secteur clé : le mouvement routier. Pour sa première édition, la SATCAR présente un vaste programme, composé de cinq grands axes: colloques/rencontres/conférences/débats; manifestations artistiques et culturelles ; expositions ; animations/démonstrations de loisirs mécaniques ; semaine européenne du transport routier.
Plus que jamais, Clermont-Ferrand roule en tête.

Roger Quilliot

AIR INTER : 350 VOLS PAR JOUR, 35 VILLES DESSERVIES



CONCEPTION DEPARTEMENT PUBLICITE AIR INTER

Coll. Bibliothèque Jean-Jaurès